

Quel spectacle affligeant !

Décidément, les partis politiques sont de plus en plus « merdiques » !

Cela fait maintenant quelque temps que nous demandons : leur disparition et leur remplacement par des chambres d'activités et sociales au sein d'un nouveau parlement en phase avec les préoccupations des Français (pour le législatif) ; un homme ou une femme sans étiquette ou idéologie partisane comme chef d'État ; un gouvernement (un exécutif) en relation quasi directe (par un « double lien ») avec le parlement ; une justice à la hauteur des délits, à l'écoute des victimes et d'une indemnisation appropriée ; une refondation totale des Institutions ; une nouvelle Constitution (moderne) donnant plus de pouvoir au peuple français ; la suppression de tout ce qui est inutile, qui entrave ou grève l'avenir du pays (CESE, comités Théodule, associations ou fondations inopportunes, mille-feuilles administratifs, corps intermédiaires partisans, etc.).

Enfin, nous maintenons notre pensée que cette démocratie de façade et la gouvernance actuelle n'ont plus leur place pour mener à bien la gestion (la destinée) d'un pays comme la France, et bien d'autres à travers le monde ; pour donner au peuple (aux peuples) ce qu'il attend de ses représentants à leur tête et dans tous lieux qui sont susceptibles de gérer au mieux ses intérêts et sa sécurité.

C'est ainsi que nos socioprofessionnels ont développé le concept de sociocratie — en lieu et place de la démocratie — adapté à la gouvernance d'un pays et aux exigences du moment dans une modernité qui tient compte du « bien public » et de ce qui l'entoure...

Notre association, la S-P-F, avait anticipé, depuis sa création en 2011, la dégringolade affligeante de l'« aura » de la France, au sein d'un monde qui n'a plus comme boussole que le sens de la possession, du pouvoir (financier, militaire, idéologique, etc.), au détriment du peuple qui en a fait sa création, puis ses valeurs depuis plus d'un millénaire.

Dès lors, nous en appelons à anticiper l'élection d'un nouveau président de la République, qui aura pour mission de : modifier (voire supprimer) un bon nombre de défauts (d'articles) et d'ajouter des manques dans notre Constitution et dans nos Institutions ; de moderniser la gouvernance (les Ministères, le Parlement, le Conseil constitutionnel, le Conseil d'État, la Cour de cassation, la Cour des comptes, l'INSEE, etc.), de libérer le monde médiatique et les réseaux sociaux afin de les responsabiliser ; de gérer au mieux les intérêts de la France ; de préserver l'environnement ; d'améliorer la sécurité et les soins de nos compatriotes ; de récupérer notre souveraineté au sein d'une Union européenne en désuétude internationale ; etc., etc.

Voilà ce qu'il faut faire pour sortir de ce triste sort ; celui que nous ont réservé l'ensemble des partis politiques et leurs représentants, au plus haut niveau de la gouvernance de notre pays, depuis trop longtemps.

À bon entendeur, salut !

Pour la S-P-F,
Son secrétaire général,
Patrick REBIERRE.

